

and mainstream knowledge are usually only juxtaposed, she documents fascinating instances where the integration of both perspectives actually provide students with a more meaningful and a more pedagogically-sound experience (for example, filling the gap concerning Muslim contributions in Mathematics, History, Sciences and searching for complementary knowledge in these domains in the Holy Scriptures).

The book has, nevertheless, some shortcomings that may irritate some readers, or at least limit its use with non-specialists or undergraduate students. I will concentrate on three elements. The first, stemming from the fact that it is derived from a Ph.D. thesis, is the heavy theoretical and epistemological apparatus she describes at length in the first ninety pages of the book, the relevance of which is not always obvious in the later, much more grounded, analysis. In some passages of the book, I was also puzzled by her rather unidirectional and not very complex description of mainstream education in Canada and of its treatment of Muslim students. Indeed, many studies show that, like Islamic schools, public schools are also sites of unequal power relationships and of significant breakthroughs in intercultural adaptation. Her treatment of the position of the Canadian Muslim Congress and of many Muslim parents in favor of public education, as mere reflections of the adoption of a post-colonial ideology, is an example of that reductionism, which thankfully does not mark the entire book. Finally, as a Quebecer, I was disappointed by her shallow and stereotypical treatment of our hijab controversy of 1995, as well as of the more recent debate surrounding reasonable accommodation, in which she did not apply the principles of inclusiveness and of a variety of sources and voices she promoted when dealing with her main object (her analysis is based on one or two minor Anglophone sources).

But these minor irritants should not deter any academics, policy-makers, or community members from reading this valuable and original piece of work which makes a significant contribution to a very socially relevant topic.

Marie McAndrew

Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques et
Département de Administration et fondements de l'éducation
Université de Montréal

Natacha Gagné, Thibault Martin et Marie Salaün, eds. *Autochtonies : Vues de France et du Québec*. Québec : Presses de l'Université Laval / Montréal : Dialog, 2009. 530 pp. \$42.95 sc.

Cet ouvrage – issu d'une rencontre visant à comprendre « la manière dont le concept d'”autochtone”, donc l'objet d'étude "autochtone”, est construit dans l'espace

universitaire français et québécois » (xiii) – part du constat que cette conceptualisation diffère de part et d’autre de l’Atlantique. Ses trente-trois auteurs ne proviennent toutefois pas strictement du Québec et de France, mais comprennent aussi, par exemple, des contributeurs de Suisse, de la Polynésie française et du reste du Canada. Dans leur présentation, Natacha Gagné et Marie Salaün réussissent avec brio la synthèse d’un ouvrage regroupant des textes qui traitent de situations réelles ancrées dans des contextes historiques, politiques et sociologiques multiples. Le lecteur déplorera l’absence d’une conclusion générale au livre, mais le chapitre de présentation a le mérite de résumer en quelques pages la richesse des analyses présentées au fil des différentes sections.

Les thèmes abordés reflètent des points de vue représentatifs des cinq continents, avec une insistance plus marquée sur l’Amérique et l’Océanie. La première section du livre est consacrée à la question fondamentale de la définition de ce qui est « autochtone ». Y prennent place l’origine proprement étymologique du concept d’autochtonie ainsi que ses conceptions à portée universaliste ou qui se limitent au contraire aux populations ayant subi la colonisation européenne. Paul Charest soutient que le terme « autochtonie » doit servir à « désigner tout ce qui a trait aux rapports des autochtones avec les territoires et qu’il soit considéré comme la principale composante de l’identité autochtone ou ‘autochtonité’ » (104). Jonathan Friedman avance que les mouvements « indigènes » demeurent « fondés sur des expériences spécifiques et partagées » et que « le processus d’identification fonctionne notamment parce que les images créées dans de tels mouvements ‘parlent’ à leurs participants » (47). De même, Françoise Morin souligne l’absence de définition formelle de l’autochtonie dans la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, mais soutient que les « représentants de plus de 5 000 cultures ont en partage des expériences identiques » (68) qui les ont conduits à s’identifier en tant qu’Autochtones sur la base de valeurs communes (collectivité, développement durable, responsabilités à l’égard des générations futures) traçant une frontière symbolique avec les non-autochtones.

Ces différentes façons de concevoir l’autochtonie, ou plutôt *les* autochtonies, mettent en relief les relations entretenues entre les Autochtones et l’État, thème de la seconde section. Qu’il s’agisse du régime républicain français ou de la monarchie constitutionnelle canadienne, la situation diffère dans un État « néo-européen » (Schulte-Tenckhoff) – extension de la colonisation des populations autochtones – par rapport à celle qui prévaut dans un État européen – traitant avec des Autochtones d’« outre-mer » (Régis Lafargue). Geneviève Motard et Ghislain Otis reviennent sur les ententes tripartites conclues au Canada qui ne traitent plus exclusivement du territoire, mais aussi des « compétences personnelles » (131). Marcel Djama rappelle de son côté que l’idée de république « ne tolère pas les particularismes » (196), si bien que la reconnaissance de droits particuliers au peuple kanak (Nouvelle-Calédonie) n’a pu se réaliser qu’à la toute fin du siècle passé.

Les différentes perspectives propres à l'Amérique et à la région pacifique (Océanie et Extrême-Orient) composent respectivement la troisième et la quatrième section. On retiendra avec Pierre Beaucage les « projections politiques distinctes de l'amérindianité » en tant qu'« Indien-classe » (Mésamérique) ou « Indien-peuple » (États-Unis, Canada, Brésil et Argentine), selon qu'il y ait eu ou non « colonisation de substitution » (217-218), c'est-à-dire impliquant l'arrivée de nouveaux colons européens se constituant en majorité nationale. Yannick Fer explique pour sa part que la tradition chrétienne est « aujourd'hui considérée comme une composante centrale des identités nationales de l'Océanie contemporaine » (367) et qu'un certain courant évangélique favorable aux identités culturelles autochtones y gagne en popularité. Enfin, Scott Simon mentionne les similarités des réalités autochtones de Taïwan et d'Amérique : « colonisation par les puissances étrangères, perte de territoire, marginalisation économique et incorporation dans un système politique électoral qui les marginalise » (327).

La cinquième section, consacrée aux pratiques de recherche en milieu autochtone, fait état de plusieurs avancées réalisées par des chercheurs essentiellement québécois ainsi que de leurs spécificités organisationnelles, épistémologiques et politiques. Thibault Martin défend une approche proprement sociologique s'inscrivant dans le cadre de la modernité avancée où s'opère une « déterritorialisation de la société » (449) qu'il considère plus apte à réconcilier dans une même analyse les dimensions globales et locales propres aux populations autochtones. Carole Lévesque explique en quoi les activités du réseau DIALOG s'inscrivent dans une perspective de « dialogue constructif entre l'université et les instances et communautés autochtones » (464), dépassant le cadre traditionnel du chercheur universitaire « s'accaparant » les connaissances autochtones. Laurent Jérôme questionne la liberté de l'anthropologue en terrain autochtone, devant composer avec les exigences des comités d'éthique et des protocoles de recherche issus des conseils subventionnaires ainsi que de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador. En définitive, le chercheur ne se contente plus d'observer les sujets autochtones, mais doit désormais adopter une perspective dite de « PCAP » (propriété, contrôle, accès, possession) (481-482), intégrant les « sujets » au processus de recherche.

Enfin, une trop courte mais néanmoins intéressante sixième section consacrée aux rapports entre les Autochtones et les arts complète l'ouvrage, mais laisse quelque peu le lecteur sur sa faim. Eric Schwimmer décrit une approche humaniste des arts autochtones et compare des extraits textuels issus de l'œuvre des artistes autochtones Titaua Peu (Polynésie française) et Yves Sioui-Durand (Québec). Après avoir décrit préalablement la position difficile dans laquelle se trouvent les artistes autochtones, qui doivent justifier le caractère proprement « autochtone » de leur art (surtout lorsqu'il s'écarte des représentations occidentales dominantes), Sioui-Durand con-

clut en déplorant le manque de soutien des institutions publiques canadiennes au « réveil culturel » (529) autochtone et souhaite qu'elles puissent s'inspirer des initiatives néo-zélandaises en ce sens.

Dans l'ensemble, ce livre s'adresse donc à un lectorat ayant déjà acquis une certaine connaissance des réalités autochtones et s'avère très utile pour comparer les différentes approches adoptées par les auteurs, plus particulièrement en ce qui a trait à la représentation de l'autochtonie dans une perspective davantage universaliste ou plus spécifique aux populations ayant subi la colonisation européenne. Les chercheurs en sciences sociales seront surtout intéressés par cette parution en ce qu'elle offre une description empirique des contextes propres à une grande diversité de peuples autochtones tout en développant des points de vue théoriques variés. Les autres personnes liées aux enjeux autochtones sauront pour leur part y trouver matière à réflexion quant aux aspects plus pratiques des rapports entre Autochtones, chercheurs et organisations gouvernementales.

Jean-Luc Ratel

Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

Anna Kearney Guigne. *Folksongs and Folk Revival: The Cultural Politics of Kenneth Peacock's Songs of the Newfoundland Outports*. St. John's, NFLD: ISER Books, 2008. 331 pp. Maps. Photographs. Endnotes. Bibliography. Audiography. List of compositions. Index. \$29.95 sc.

I first ran across Kenneth Peacock's name when I was reading a collection of Ukrainian Canadian ballads. The collector was Robert Klymasz, a Ukrainian folklorist then employed by the Museum of Civilization (then the Museum of Man), but all of the music was transcribed by a man with a funny name about whom I knew nothing—Kenneth Peacock. I was intrigued. Anna Kearney Guigne was similarly intrigued when she started working with Peacock's most famous publication, *Songs of the Newfoundland Outports*, a three-volume study for which Peacock did the fieldwork, the musical transcription, and the transcription of the texts. To her, this had seemed like the Bible of Newfoundland folk music. Then, in graduate school, she heard people criticize some of Peacock's methods. She set about investigating, and the result is this book.

What Guigne concludes is that Peacock was a man of his time. He valued songs that seemed the most ancient, the ones most like the songs brought to Canada from England, something that is just not done today. Furthermore, he gave little performance context. He did not describe when and where the songs he recorded were nor-